



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet**

**Direction des sécurités  
Bureau de la sécurité intérieure  
Section de l'ordre public**

**Arrêté portant interdiction temporaire de la vente de carburant et de gaz inflammable dans des contenants transportables ainsi que du port, du transport et de l'utilisation de substances ou mélanges dangereux dans le département de la Seine-Maritime le mercredi 14 octobre 2026**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime  
Officier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;
- Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2215-1 ;
- Vu** le code pénal, notamment ses articles 222-14-1, 222-15-1, 322-5 et 322-11-1 ;
- Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 122-1 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions, et les départements, et notamment son article 11 ;
- Vu** le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 26-050 du 28 août 2026 portant délégation de signature à Mme Julia CAPEL-DUNN, sous-préfète, directrice de cabinet ;
- Vu** la posture du plan VIGIPIRATE « été-automne 2026 », applicable à compter du 22 juin 2026, positionnant l'ensemble du territoire national au stade « vigilance renforcée » ;

**Considérant** qu'en application de l'article L. 2215-1 du code général des collectivités territoriales et de l'article L. 122-1 du code de la sécurité intérieure, le préfet de la Seine-Maritime a la charge de l'ordre public dans le département, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ; qu'en application du 3° de l'article L. 2215-1 du même code, il est seul compétent pour prendre les mesures dont le champ d'application excède le territoire d'une commune ;

**Considérant** qu'un mouvement de contestation lycéenne, qui a connu une extension nationale le 29 septembre 2026, donne lieu depuis le 1er octobre 2026 dans le département à des blocages d'établissements d'enseignement, des cortèges non déclarés et des rassemblements devant des bâtiments publics ; que le 1er octobre 2026, trente-six lycées ont été affectés, dont trente totalement bloqués, et qu'environ 3 200 personnes y ont pris part ; que ces actions se sont accompagnées, dans au moins dix-huit communes du département, d'incendies volontaires, de neuf intrusions suivies de nombreuses dégradations dans des établissements scolaires, de tirs de mortiers d'artifice et de jets de projectiles de toute nature contre les forces de l'ordre, les sapeurs-pompiers, les polices municipales, les établissements et leurs personnels, dont une bouteille jetée en direction d'un membre du personnel du lycée du Golf à Dieppe ;

que des individus porteurs de barres de fer ont été constatés aux abords d'un lycée du Havre et qu'environ six cents personnes, dont plusieurs étaient munies de bâtons et dissimulaient leur visage, se sont rassemblées sur le pont Jeanne-d'Arc à Rouen ; que trois chefs d'établissement, un policier, un sapeur-pompier, plusieurs élèves et une passante ont été blessés et vingt-huit personnes interpellées ;

**Considérant** que, le 2 octobre 2026, malgré les mesures prises par arrêté préfectoral du 1er octobre 2026 aux abords des établissements scolaires, des barricades ont de nouveau été constituées au Havre, des rassemblements se sont formés sur les campus universitaires de Rouen et de Mont-Saint-Aignan et environ deux cent cinquante manifestants se sont rendus à l'hôtel de ville de Rouen puis au rectorat ; que le service départemental d'incendie et de secours a dû pré-positionner des moyens spécialisés dans la lutte contre les violences urbaines, selon un dispositif comparable à celui de la nuit du 31 décembre ; que vingt-quatre personnes ont été interpellées, portant à cinquante-deux le nombre d'interpellations sur ces deux journées ; que neuf lycées et collèges ont été affectés dans le seul arrondissement du Havre ;

**Considérant** que le mouvement s'est déplacé des abords des lycées vers les centres-villes, les campus universitaires et les bâtiments publics, au-delà des périmètres institués par l'arrêté du 1er octobre 2026 ; qu'il a touché successivement les campus de Mont-Saint-Aignan, de Martainville, Pasteur et du Madrillet, le rectorat, les hôtels de ville de Rouen et du Havre, la sous-préfecture du Havre et les abords de la préfecture ; qu'il concerne tant la zone de compétence de la police nationale que celle de la gendarmerie nationale, les communes de Fécamp, Lillebonne, Yvetot, Forges-les-Eaux et Franqueville-Saint-Pierre ayant notamment été affectées ; que sa mobilité d'un site à l'autre et l'imprévisibilité des lieux d'action justifient des mesures couvrant l'ensemble du département ;

**Considérant** que ces modes d'action se sont maintenus les jours suivants ; que le 6 octobre 2026, les manifestations déclarées ont réuni environ 6 600 personnes dans le département, dont 4 200 à Rouen, et que le cortège rouennais a dévié de l'itinéraire déclaré et s'est prolongé au-delà du rectorat, terme déclaré, vers le campus Pasteur, avant de s'immobiliser face à la préfecture, où un escadron de gendarmerie mobile a dû être déployé, les organisateurs ne parvenant plus à en maîtriser la tête ; qu'il a été constaté au sein de ce cortège la présence d'individus en possession de pétards et d'aérosols ainsi que des jets de pétards ; que des manifestations non déclarées ont réuni 700 à 800 personnes au Havre et 300 à 400 personnes à Lillebonne ; que six personnes ont été interpellées, dont une dissimulant son visage aux abords d'un lycée de Rouen, une transportant un engin incendiaire au Havre et un mineur porteur d'un couteau et d'une matraque télescopique à Fécamp ; que les 7 et 8 octobre 2026, la présence d'individus en possession de produits incendiaires et de mortiers a été constatée aux abords des lycées et des campus universitaires, une batterie de mortiers à tirs multiples ayant été saisie aux abords d'un lycée de Rouen et des interpellations réalisées dans l'agglomération rouennaise à la suite de tirs de mortiers ; que le 8 octobre 2026, à Rouen, un groupe d'environ deux cents personnes s'est détaché du cortège de la manifestation déclarée, s'est soustrait au service d'ordre mis en place par les organisateurs et s'est porté au contact du cordon de sécurité protégeant la préfecture, en direction duquel des projectiles ont été lancés par des individus masqués, tandis qu'au Havre des mortiers d'artifice étaient tirés devant un lycée et trois mineurs interpellés en possession de tels engins ;

**Considérant** que, le 12 octobre 2026, à la réouverture des établissements et alors qu'aucune manifestation n'était déclarée dans le département, treize établissements ont été touchés à Rouen, au Havre, à Montivilliers et à Déville-lès-Rouen ; qu'à Déville-lès-Rouen, des cocktails incendiaires ont été lancés sur un lycée, dont le réfectoire a fait l'objet d'une tentative d'incendie, et des projectiles jetés sur l'établissement, conduisant au déclenchement du plan particulier de mise en sûreté ; qu'à Rouen, un policier a été blessé par un tir de mortier d'artifice devant un lycée et un prestataire agressé par un groupe aux abords d'un autre ; que des groupes d'une cinquantaine de personnes ont allumé des feux de poubelles devant plusieurs lycées, rendant nécessaire à deux reprises l'intervention des forces de l'ordre ; qu'au Havre, un feu de poubelles a dégradé le portail d'entrée d'un lycée et une personne a été interpellée pour avoir projeté des aérosols dans le brasier, mode d'action déjà constaté à Dieppe le 1er octobre 2026 ; que cinq personnes ont été interpellées ;

**Considérant** que, le 13 octobre 2026, vingt-quatre établissements ont été impactés et cinq totalement bloqués dans onze communes du département, réunissant environ 1 675 lycéens et étudiants, les manifestations déclarées rassemblant pour leur part environ 3 270 personnes ; que le cortège rouennais, parti de la place Joffre, a réuni environ 2 000 personnes là où 4 500 à 5 000 étaient attendues et n'a pas respecté le parcours déclaré ; que des slogans hostiles aux forces de l'ordre y ont été scandés ; qu'à 15 h 50, avenue Pasteur, un groupe de manifestants très jeunes et en partie masqués a dépassé le service d'ordre

syndical et s'est porté au contact de l'escadron de gendarmerie mobile, lequel a dû procéder aux sommations ; qu'une tentative d'incendie a été commise au lycée Blaise-Pascal à Rouen et des tirs de mortiers et de feux d'artifice constatés au lycée Camille-Saint-Saëns, donnant lieu à quatre interpellations, sept au total dans la journée ; qu'à Dieppe, un rassemblement non déclaré d'une trentaine de personnes s'est formé devant le commissariat pour contester une interpellation ;

**Considérant** qu'il résulte de ces constatations que, si la participation décroît, les modes d'action violents se maintiennent et se concentrent sur un noyau de participants, pour partie masqués et pour partie mineurs, qui se soustrait au service d'ordre des organisateurs et recherche l'affrontement avec les forces de sécurité intérieure ; que ces faits se produisent aussi bien au sein ou en marge des manifestations déclarées, dont l'itinéraire n'a été respecté ni le 6, ni le 8, ni le 13 octobre 2026, qu'en l'absence de toute manifestation déclarée, comme le 12 octobre 2026 ; que des appels à la poursuite de la mobilisation continuent d'être diffusés sur les réseaux sociaux ; que le risque de renouvellement de ces troubles le 14 octobre 2026 est ainsi établi ;

**Considérant** que la posture du plan VIGIPRATE, positionnée au stade « vigilance renforcée » sur l'ensemble du territoire national depuis le 22 juin 2026, mobilise fortement les forces de sécurité intérieure pour la sécurisation générale du département ; que la simultanéité des troubles survenus depuis le 1er octobre 2026 en de nombreux points du département a nécessité l'engagement d'importants effectifs de police, de gendarmerie et de sapeurs-pompiers ainsi que de forces mobiles, dont une unité supplémentaire pour la seule journée du 13 octobre 2026 ; que ces forces ne peuvent, dans ce contexte, assurer la prévention de ces troubles sans être détournées de leurs missions prioritaires ;

**Considérant** que l'incendie est l'un des modes d'action constants de ce mouvement ; que, le 1er octobre 2026, de nombreux incendies volontaires ont été allumés devant les établissements scolaires au moyen de conteneurs, de palettes, de pneumatiques, de chariots et de trottinettes ; que l'un d'eux s'est propagé à la façade et à la cantine d'un lycée de Sotteville-lès-Rouen, un autre à la loge du gardien d'un lycée de Maromme, un autre encore à deux véhicules en stationnement au Havre ; qu'une tentative d'incendie a été commise à l'intérieur d'un lycée ; qu'au Havre, une chaussée entière a été incendiée et une tentative d'incendie commise sur le parvis de l'hôtel de ville ; qu'à Dieppe, des aérosols ont été projetés dans un brasier ; que des sapeurs-pompiers et leurs véhicules ont été pris à partie lors de leurs interventions ; que des chariots ont été incendiés le 6 octobre 2026, des poubelles placées devant un lycée du Havre incendiées le 8 octobre 2026, des cocktails incendiaires lancés sur un lycée de Déville-lès-Rouen le 12 octobre 2026 et des aérosols de nouveau projetés dans un brasier au Havre le même jour ; qu'une tentative d'incendie a enfin été commise au lycée Blaise-Pascal à Rouen le 13 octobre 2026, donnant lieu à deux interpellations ;

**Considérant** que l'usage de substances ou mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs permet d'allumer et d'entretenir de tels incendies et de confectionner des engins incendiaires susceptibles d'être dirigés contre les personnes, les forces de l'ordre, les services de secours et les bâtiments publics ; que leur détention ou leur transport, lorsqu'ils ont été interdits par arrêté préfectoral en raison de l'urgence ou du risque de trouble à l'ordre public, est constitutif de l'infraction prévue à l'article 322-11-1 du code pénal ; que leur usage est en outre susceptible de caractériser les infractions prévues aux articles 222-14-1, 222-15-1 et 322-5 du même code ;

**Considérant** que, dans ce contexte, il appartient à l'autorité de police administrative de mettre en œuvre des mesures adaptées, nécessaires et proportionnées afin de garantir la sécurité des personnes et des biens ; que l'interdiction de la vente de carburant et de gaz inflammable dans des contenants transportables, strictement limitée dans le temps, préserve l'avitaillement des véhicules et admet des dérogations en cas d'urgence ou de besoin justifié ; que des arrêtés réglementant, d'une part, les artifices de divertissement et articles pyrotechniques, d'autre part, le port et le transport d'armes et d'objets pouvant constituer une arme ont été pris pour la même période, et que le présent arrêté vient les compléter ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;

## ARRÊTE

**TITRE PREMIER**  
**Vente et distribution de carburant et de gaz inflammable**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le mercredi 14 octobre 2026, sont interdites sur l'ensemble du territoire du département de la Seine-Maritime la vente et la distribution à des particuliers de carburant ou de gaz inflammable dans des bidons, jerricans ou tout autre contenant transportable, à l'exclusion de l'avitaillement direct du réservoir des véhicules à moteur.

**Article 2** : L'interdiction prévue à l'article 1<sup>er</sup> ne s'applique pas à la vente aux professionnels justifiant de leur qualité, ni à la délivrance à un particulier justifiant d'un besoin impérieux, notamment agricole, domestique ou lié à une panne de véhicule.

**TITRE II**  
**Port, transport et utilisation de substances dangereuses**

**Article 3** : Pendant la même période et sur le même territoire, sont interdits le port, le transport et l'utilisation, sans motif légitime, dans des bidons, jerricans ou tout autre contenant transportable, de substances ou mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs au sens du règlement (CE) n° 1272/2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le white-spirit, l'acétone, les solvants, les aérosols inflammables ou les produits à base d'acide chlorhydrique.

Le caractère légitime du motif est apprécié par les forces de sécurité intérieure au moment du contrôle, au regard notamment de la qualité de la personne, de son activité et des circonstances de l'espèce.

**TITRE III**  
**Dispositions finales**

**Article 4** : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, la sous-préfète du Havre, la sous-préfète de Dieppe, le contrôleur général, directeur interdépartemental de la police nationale de la Seine-Maritime, le général de division commandant la région de gendarmerie de Normandie, commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Seine-Maritime, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture (<https://www.seine-maritime.gouv.fr>) et dont une copie sera transmise aux procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Rouen, du Havre et de Dieppe, et communiquée aux maires des communes du département de la Seine-Maritime.

Fait à Rouen, le 13 octobre 2026

Pour le préfet, et par délégation,  
la sous-préfète, directrice de cabinet,

  
Julia CAPEL-DUNN

## **Annexe 1**

### **Voies et délais de recours**

Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté pour :

- former un recours gracieux auprès du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime, 7 place de la Madeleine, 76036 Rouen Cedex ;
- former un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08 ;
- saisir le tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen, le cas échéant par l'application Télérecours citoyens ([www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)).

Le recours gracieux ou hiérarchique exercé dans ce délai de deux mois l'interrompt : l'absence de réponse de l'administration pendant deux mois vaut rejet, et vous disposez alors d'un nouveau délai de deux mois pour saisir le tribunal administratif.

Ces recours n'ont pas d'effet suspensif.